



L'Internationale socialiste des Femmes

SOIXANTE-CINQUIÈME COMMISSION SUR LA CONDITION
DE LA FEMME, NEW YORK, 15-26 MARS 2021

ÉNONCÉ DE VISION

**PARTICIPATION PLEINE ET EFFECTIVE DES FEMMES À
LA PRISE DE DÉCISIONS DANS LA SPHÈRE PUBLIQUE –
LA CLÉ POUR OBTENIR L'ÉGALITÉ DES SEXE ET
L'AUTONOMISATION DE TOUTES LES FEMMES ET FILLES**

SOIXANTE-CINQUIÈME COMMISSION SUR LA CONDITION
DE LA FEMME, NEW YORK, 15-26 MARS 2021

ÉNONCÉ DE VISION

**PARTICIPATION PLEINE ET EFFECTIVE DES FEMMES À
LA PRISE DE DÉCISIONS DANS LA SPHÈRE PUBLIQUE –
LA CLÉ POUR OBTENIR L'ÉGALITÉ DES SEXE ET
L'AUTONOMISATION DE TOUTES LES FEMMES ET FILLES**

L'Internationale socialiste des Femmes (ISF) se réjouit véritablement de la 65^e session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme (CSW65) et réaffirme son solide soutien envers son rôle d'une importance vitale en tant qu'événement de rayonnement mondial consacré entièrement à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'émancipation, de la protection et de l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde. L'ISF s'engage fermement à contribuer efficacement à cette session et à exprimer sa solidarité avec toutes les participantes qui partagent des valeurs similaires et sa vision globale d'un monde où l'égalité des sexes et les droits des femmes entièrement réalisés seront une réalité concrète.

La CSW65 représente une opportunité unique pour l'ONU, les gouvernements et les ONG de se rassembler et de se focaliser sur un ensemble de thèmes d'une importance cruciale et de problématiques urgentes qui touchent les femmes. Le thème prioritaire de cette année, « Participation pleine et effective des femmes à la prise de décisions dans la sphère publique, élimination de la violence, réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles », revêt une importance particulière dans le contexte du niveau inédit de bouleversements dans le monde qui ont touché la vie de chacune d'entre nous au cours de l'année 2020. Événements climatiques extrêmes, bouleversements politiques et incidents permanents d'agitation civile ont contribué à un sentiment général de malaise alors que la pandémie dévastatrice du coronavirus COVID-19 a impacté tous les citoyens et dominé la santé publique dans le monde ainsi que l'attention économique, sociale et politique.

C'est un fait désolant et inexcusable que pendant les périodes de chaos et d'incertitude les femmes souffrent plus gravement et en plus grand nombre que les hommes. Cette réalité est sans aucun doute perpétuée par un héritage patriarcal au sein duquel les femmes restent très sous-représentées sur la scène des élites du leadership. L'absence des femmes de nombreux processus décisionnels a permis à de multiples inégalités des sexes significatives de rester incontestées. À ce point de crise dans notre histoire, des décisions majeures sont prises par les gouvernements avec une extrême rapidité. Il est donc crucial pour la réalisation de l'égalité des sexes que les femmes soient entièrement habilitées et promues en tant qu'agents d'influence dans ces décisions afin de veiller à ce que la sensibilité au genre soit une considération prioritaire aujourd'hui comme dans l'avenir.

La vision de l'ISF est que les femmes puissent prendre leurs propres décisions à propos de leur éducation, de leur santé, de leurs biens et de leurs finances, et qu'elles puissent choisir leur propre voie dans la vie et bénéficier des mêmes libertés, droits et opportunités que les hommes. L'ISF maintient fermement qu'un moyen essentiel pour y parvenir est d'augmenter radicalement la participation significative des femmes aux processus politiques et décisionnels des élites. L'ISF est totalement convaincue que l'engagement actif et influent des femmes dans toutes les formes de gouvernance est un droit fondamental et non une faveur optionnelle que les hommes peuvent leur accorder après des demandes insistantes.

On constate des réussites encourageantes dans ce domaine dans certaines régions, mais il reste des défis significatifs dans beaucoup d'autres, qui ne pourront être surmontés qu'avec notre solide solidarité et nos efforts persévérants. Comme les cultures et normes sociales varient énormément d'une région à l'autre, il n'y a pas de schéma unique pour faciliter le changement. Mais nous pouvons apprendre les unes des autres, nous soutenir mutuellement et collaborer pour créer des solutions réalisables qui éliminent les obstacles à la capacité des femmes à devenir des co-gouvernantes aux côtés des hommes. Dans certains cas, les solutions peuvent être pertinemment simples, comme de fournir des services de garde des enfants dans les bâtiments parlementaires. Dans d'autres cas, il peut exister un besoin de changements beaucoup plus fondamentaux des attitudes culturelles locales envers les femmes et leur rôle dans la société. Ensemble, les femmes peuvent le faire et collectivement les femmes et les hommes ont le devoir humanitaire de se soutenir mutuellement pour réaliser cet objectif d'égalité des sexes.

L'ISF reste une fervente défenseuse de la représentation paritaire pour que les femmes et les hommes se partagent le pouvoir décisionnel sur une base égalitaire, conformément aux recommandations de la Plateforme d'action de Beijing 1995 et de l'ODD 5.5 de l'ONU : « Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique ». L'ISF affirme fortement qu'une participation équilibrée des hommes et des femmes à la prise de décisions est une condition préalable de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, et que cela doit donc être une priorité permanente dans les processus décisionnels des gouvernements du monde entier.

À l'heure actuelle, les femmes restent extrêmement sous-représentées dans la gouvernance à tous les niveaux. Au 1er janvier 2017, seulement 7,2 pour cent des chefs d'État, 5,7 pour cent des chefs de gouvernement et 23,3 pour cent des parlementaires étaient des femmes¹. Même en 2020, les dernières données disponibles montrent que les femmes dans le monde sont représentées dans seulement 25 pour cent des parlements nationaux et dans 36 pour cent des organes gouvernementaux locaux². Il est clair que tous les gouvernements et communautés locales dans le monde ont encore beaucoup de travail à accomplir, le plus rapidement possible, pour réaliser notre vision de l'égalité des sexes dans le monde d'ici 2030.

Pour créer un changement significatif dans la société civile plus large, l'égalité des sexes doit être en évidence dans des domaines tels que le leadership senior des entreprises commerciales et dans les politiques telles que l'égalité des salaires à travail égal afin de créer un narratif cohérent en matière d'égalité des sexes. Enfin, il existe un besoin urgent de renforcer les exigences réglementaires en matière d'égalité des sexes dans les organisations médiatiques afin de remettre en question et de pénaliser les cas de misogynie, de sexisme et d'insensibilité au genre. D'autres initiatives susceptibles de faire progresser l'intégration du message de l'égalité des sexes pourraient inclure la fourniture de défenseurs des femmes, dans le respect des particularités culturelles, dans les postes de police pendant les procédures d'enquête sur les violences sexistes et sexuelles. Le fait est qu'il existe de nombreuses manières différentes de promouvoir l'égalité des sexes, y compris la législation, les politiques et la réglementation, mais que ce qui manque souvent est un impératif politique pour donner à ces mécanismes le « mordant » nécessaire pour créer un changement tangible. Cela est inacceptable, et c'est précisément la raison pour laquelle il est extrêmement important d'augmenter radicalement la représentation des femmes à tous les niveaux.

Plusieurs initiatives proactives peuvent promouvoir les femmes à des postes politiques, par exemple l'introduction par les partis politiques eux-mêmes de quotas de candidates dans leurs processus de sélection. Les interventions de ce type ont réussi dans certaines régions et ont augmenté la diversité globale. Mais l'un des plus grands obstacles à la participation politique des femmes, que ce soit avant les élections ou une fois qu'elles sont en poste, est la présence de menaces et d'actes de violence. La violence à l'égard des femmes en général est à un niveau alarmant dans le monde et malheureusement les problèmes mondiaux actuels n'ont fait qu'aggraver ce fléau. Pour les politiciennes qui se trouvent sous les projecteurs, ces menaces et actes de violence peuvent être extrêmement personnalisés, brutaux et parfois malheureusement mortels. Une étude de l'union interparlementaire (IPU 2016) intitulée « Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires » a conclu que 81,8 pour cent d'entre elles avaient subi une forme de violence psychologique et que 44,4 pour cent d'entre elles avaient reçu des menaces de mort, de viol, de violence physique ou de rapt³. La violence à l'égard des femmes en politique viole les droits humains des femmes, mais c'est aussi une attaque contre les principes les plus fondamentaux de la social-démocratie. Il s'agit d'une discrimination de genre qui porte atteinte à la capacité des femmes parlementaires de représenter efficacement leurs concitoyens⁵. L'effet escompté de ce type spécifique de violence est de dissuader les politiciennes potentielles, ce qui porte atteinte à l'égalité des sexes et à la création de sociétés inclusives et social-démocrates.

Bien que plusieurs gouvernements possèdent des cadres juridiques qui interdisent la violence à l'égard des femmes en général, de nombreux mécanismes existants sont inefficaces pour traiter la violence à l'égard des femmes parlementaires. Par exemple, en dépit des problèmes visiblement significatifs présentés dans l'étude IPU (mentionnée plus haut), seulement 35,8 pour cent des parlements participant à l'étude ont une politique portant spécifiquement sur les actes d'intimidation à l'égard des parlementaires et seulement quatre mentionnent spécifiquement les remarques sexistes et le harcèlement sexuel⁴. Il est urgent que tous les gouvernements du monde accordent plus d'importance à l'éradication de la violence à l'égard des politiciennes. La véritable égalité entre les sexes ne pourra devenir une réalité que lorsque les femmes pourront poser leur candidature aux postes politiques et exercer leurs fonctions d'éluës sans crainte de violence ou d'abus sexistes.

L'ISF affirme qu'il y a un impératif urgent et crucial pour que tous les gouvernements traitent avec fermeté tous les problèmes de violence à l'égard des femmes et le problème spécifique de la violence à l'égard des figures politiques féminines et des titulaires de postes décisionnels d'élite en général.

Un autre obstacle de taille pour les femmes souhaitant participer à la prise de décisions est leur statut perçu et leurs libertés au sein de leurs communautés. Un aspect est que dans toutes les cultures les femmes restent les principales soignantes des enfants et des membres de la famille étendue, et ce sont aussi souvent elles, majoritairement, qui cultivent la terre et assurent l'approvisionnement en nourriture et en eau dans les environnements ruraux. Par conséquent, des millions de femmes ont peu de temps disponible et sont principalement confinées à la maison, ce qui leur donne peu d'opportunités pour participer aux événements de leadership et de prise de décisions. Comme les femmes figurent aussi de manière prédominante parmi les personnes les plus pauvres, les moins éduquées et les moins indépendantes au plan financier, beaucoup d'entre elles n'ont aucune connaissance ou influence politique. Les cultures patriarcales rejettent souvent particulièrement toute évolution des rôles des femmes, surtout les changements qui tendent à augmenter le pouvoir et l'indépendance des femmes. Dans de nombreux cas, il s'est avéré extrêmement difficile de faire évoluer ces points de vue. Mais les initiatives sociales locales comme la gratuité ou le subventionnement de la garde des enfants, ainsi que toute forme de réseautage des femmes peuvent être énormément utiles à plusieurs égards. Ces initiatives peuvent libérer les femmes pour qu'elles puissent réfléchir indépendamment et collaborer, ce sont de puissantes démonstrations à la société au sens large comme quoi le statu quo évolue, et ce sont de puissants messages d'espoir pour toutes nos sœurs dans le monde.

En termes de création des futures décideuses, pour les petites filles une éducation de qualité est un élément qui revêt une importance cruciale pour les équiper des compétences nécessaires pour entrer dans les pipelines du leadership et de la politique qui débouchent sur une influence significative au niveau des élites. Renforcer la confiance en elles des jeunes femmes, démontrer que leur voix, leurs opinions, leurs compétences et leurs connaissances sont très précieuses et qu'elles méritent une place égale dans la prise de décisions sont des aspects essentiels pour promouvoir des cultures d'égalité des sexes. Élever les aspirations des fillettes pour qu'elles se considèrent comme de futurs leaders potentiels dans le monde des affaires, dans leurs communautés et dans leurs pays, contribue à élever les aspirations et les espoirs de toutes les femmes. Cela démontre aussi aux jeunes garçons que l'égalité des sexes est un aspect naturel de la société, ce qui est essentiel pour créer des sociétés fondées sur l'égalité des sexes dans l'avenir. Par exemple, dans les communautés qui gèrent des programmes d'engagement des hommes, les attitudes des hommes envers les rôles décisionnels des femmes à la maison ont connu une amélioration spectaculaire⁶. C'est ainsi que les femmes et les hommes peuvent apprendre à travailler ensemble pour instaurer des relations coopératives durables et des communautés paisibles et durables au profit de toute notre famille mondiale.

Il convient de souligner qu'un obstacle persistant à la promotion de l'égalité des sexes est l'absence de données pertinentes sur de nombreuses questions sexospécifiques. Dans certains cas, les données existent mais ne sont pas ventilées par sexe, alors que dans d'autres cas les données pertinentes ne sont même pas rassemblées. Une plus grande quantité de données concrètes sur les inadéquations sexospécifiques apporterait un grand soutien aux arguments valides des interventions, services et financements sensibles au genre. Il est donc crucial que la collecte de données pertinentes par sexe soit réalisée systématiquement par les gouvernements et institutions et que les données soient toujours ventilées par sexe.

Malheureusement, les mouvements populistes ont eu comme résultat direct des vagues d'hostilité contre les initiatives progressistes d'égalité des sexes. Il est d'une importance vitale de ne pas perdre les gains durement acquis, de continuer à fortement remettre en question les revers et de faire progresser le programme de l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie publique et privée. Nous avons atteint un moment décisif dans le mouvement des femmes, qui possède aujourd'hui une puissance et un élan prouvés. Il est impératif que nous nous rassemblions encore plus étroitement et soyons solidaires pour faire en sorte que la voix collective des femmes dans le monde soit entendue et suivie d'effets.

L'ISF applaudit toutes les femmes et toutes les filles qui défendent l'égalité des sexes partout dans le monde et contribuent à la poursuite de la lutte du mouvement mondial des femmes pour faire de l'égalité des sexes une réalité quotidienne pour les femmes et les filles dans le monde entier. La force, l'intelligence, la créativité, la sagesse et les qualités de leadership des femmes et des filles sont visibles dans tous les domaines de la vie. Toutes les femmes méritent d'être félicitées et célébrées pour le fait qu'elles nourrissent et soutiennent leurs familles et communautés et contribuent à la paix et à la stabilité dans leurs régions.

L'ISF répète que les gouvernements doivent urgemment réaffirmer leur engagement à réaliser des progrès rapides dans l'augmentation de la participation des femmes aux processus décisionnels à tous les niveaux de gouvernance, dans l'égalité des sexes en général et concernant le problème urgent de l'élimination de la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes.

L'ISF demande à tous ses membres, aux ONG et aux groupes affiliés à l'Internationale socialiste de se rassembler dans une grande solidarité afin d'accélérer la réalisation d'une communauté mondiale fondée sur l'égalité des sexes qui respecte et protège tous ses citoyens.

Afin de soutenir les efforts pour que tous les partis et gouvernements mettent davantage l'accent sur l'amélioration de l'inclusivité sexospécifique dans tous les aspects de la prise de décisions et de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'ISF demande à toutes ses membres, aux membres de l'Internationale socialiste et aux groupes affiliés de :

- Renforcer les principes des droits humains des femmes pour promouvoir et établir des pratiques de participation égalitaire dans tous les processus décisionnels des gouvernements locaux et nationaux.
- Lancer la collecte de données, mesures et objectifs sexospécifiques ventilés par sexe en tant que processus normatifs qui reconnaissent les besoins et vulnérabilités spécifiques des femmes et des filles.
- Insister sur des améliorations radicales de la législation et des politiques afin de fournir une protection adéquate et adaptée contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et spécifiquement à l'égard des politiciennes et décideuses au sein des élites.

- Remettre en question les normes sociales acceptées qui ignorent, marginalisent ou excluent les droits des femmes et des filles, y compris les questions d'accès à l'éducation et les protections de santé et sociales sexospécifiques.
- Éduquer et informer les femmes et les hommes de tout âge sur la contribution précieuse des femmes et des filles et leurs droits sexospécifiques à une participation égalitaire à tous les processus décisionnels.

LA COVID-19 ET SON IMPACT SUR LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES SEXES

La pandémie de coronavirus COVID-19 représente le plus grand danger pour la santé humaine dans le monde depuis plus d'un siècle. Il n'y a aucun doute qu'il faudra de nombreuses années pour se relever entièrement de l'impact déjà dévastateur de cette maladie sur les populations et économies à travers le monde. À ce moment de détresse et de perturbation extrêmes, nous devons impérativement rester solidaires et coopérer proactivement dans la sphère humanitaire pour nous protéger et nous soutenir mutuellement, tout particulièrement les groupes les plus vulnérables au sein de nos communautés, dont les femmes et les filles.

L'ISF est profondément inquiète du fait que les femmes et les filles souffrent de manière disproportionnée pendant cette pandémie et affirme qu'il est impératif que tous les gouvernements veillent à ce que les politiques et affectations de fonds sensibles au genre apportent des réponses sexospécifiques appropriées pendant cette période exceptionnellement difficile de la pandémie de COVID-19 et pendant la future période de rétablissement.

L'impact des pandémies n'est jamais neutre sur le plan du genre. La pandémie de COVID-19 a déjà eu un impact négatif sur les femmes et les filles bien plus important que sur les hommes. Les femmes étaient plus susceptibles d'être extrêmement vulnérables au plan social et économique avant la pandémie. Celle-ci a simplement souligné et exposé les inégalités et lacunes de genre existantes dans l'aide et la protection sociale. Pour l'avenir, il est crucial que des données sur les impacts spécifiques de la pandémie sur les femmes et les filles soient enregistrées pour veiller à ce que les affectations de fonds et de ressources pour atténuer ces effets soient suffisantes et mises en œuvre de manière adaptée dans la vie quotidienne des personnes qui en ont besoin.

L'un des impacts les plus lourds sur les femmes pendant la pandémie a été l'introduction nécessaire de restrictions de la liberté de mouvement, sous forme de couvre-feux ou de confinements, par exemple. On sait malheureusement que la combinaison de situations stressantes et d'espaces confinés conduit souvent à un accroissement de la violence domestique. Le résultat est que les femmes ont été enfermées avec leurs agresseurs, isolées et coupées des mécanismes de soutien et des issues de secours. Lorsqu'une aide est disponible, dans certaines régions les appels aux services d'assistance téléphonique aux victimes de maltraitance ont augmenté jusqu'à 33 pour cent depuis le début des confinements durant la pandémie⁷. Malgré ce besoin de soutien évident et urgent, le financement des services d'assistance téléphonique, centres de crise et refuges pour femmes a été en réalité réduit dans plusieurs régions⁸. Dans ces circonstances, il est impossible pour certaines organisations de poursuivre leur travail pourtant indispensable. Les dommages causés par la violence domestique sont ressentis par les familles entières et ont des répercussions à long terme pour les personnes individuellement et pour la communauté au sens large. Il est crucial que ce problème profondément désolant soit traité de manière urgente. Quelques régions commencent à réagir de manière appropriée, mais il est essentiel que tous les gouvernements affectent des ressources et des fonds suffisants pour soutenir toutes les victimes de violence sexiste et tout particulièrement les victimes de violence domestique.

L'impact des confinements a aussi été ressenti disproportionnellement par les femmes au plan économique car beaucoup des secteurs les plus touchés emploient généralement bien plus de femmes que d'hommes. L'hôtellerie, le tourisme, la vente au détail, les services de bien-être comme les soins de beauté et la coiffure, les services d'entretien et domestiques ont tous gravement souffert dans plusieurs régions. Les femmes ont également tendance à avoir des emplois à temps partiel moins bien payés, souvent parce qu'elles doivent les combiner à leurs responsabilités de soignantes. Elles ont donc généralement des revenus inférieurs et une épargne moins élevée. Pire encore, on estime que 740 millions de femmes travaillent dans l'économie informelle, qui a enregistré une chute de revenus de 60 pour cent durant le premier mois de la pandémie⁹. Pour la plupart de ces femmes, il n'y a aucun soutien si elles ne peuvent pas travailler. Même les postes officiels offrent parfois peu ou pas de soutien, par exemple les contrats « zéro heure » sans avantages sociaux ou les statuts d'indépendant à part entière. Dans la majorité des foyers monoparentaux, le chef de famille est une femme et en l'absence de soutien et de protection sociale de nombreuses familles sont rapidement tombées dans une pauvreté aigue. Comme on prédit actuellement que le nombre de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté va augmenter de 96 millions en 2021¹⁰, il est extrêmement urgent que les femmes et leurs personnes à charge soient soutenues financièrement et de manière immédiatement pratique – par exemple avec des colis alimentaires et des produits d'hygiène féminine – à titre de priorité cruciale.

Même dans les sociétés progressistes au niveau du genre, les femmes restent les principales soignantes non rémunérées des enfants et des personnes âgées et infirmes. Avec la fermeture généralisée des écoles et des crèches, le fardeau des femmes a énormément augmenté, alors que certaines ont également poursuivi leur rôle professionnel rémunéré. Dans le domaine du travail de soignant rémunéré, à l'échelle mondiale les femmes occupent 70 pour cent des postes de santé et d'aide sociale, par exemple dans les résidences pour personnes âgées et en tant qu'infirmières et autres personnels médicaux¹¹. Cela fait courir à plus de femmes des risques accrus de détresse psychologique et physique tout en augmentant leurs risques d'infection par le virus de la COVID-19. Pour beaucoup d'entre elles, malgré les risques d'infection, continuer à travailler est une nécessité économique. Il est crucial que leur risque accru soit reconnu et que des niveaux de financement et de ressources appropriés soient régulièrement affectés à ces groupes et à leurs personnes à charge.

Malheureusement, en pleine pandémie, des catastrophes naturelles telles que les séismes en Turquie et en Grèce en octobre et les pluies torrentielles qui ont frappé plusieurs régions en Amérique centrale, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes en novembre, ont également eu un impact désastreux sur les économies et infrastructures locales. Une fois de plus, l'impact sur les femmes, y compris la perturbation sévère des soutiens essentiels à la vie tels que les services de santé maternelle et reproductive, en plus de tous les problèmes introduits par la pandémie, a conduit à de profondes souffrances disproportionnées pour les femmes et leurs personnes à charge.

Tant que les femmes resteront sérieusement sous-représentées au niveau des élites décisionnelles, il existera un risque bien réel de diminution de l'importance des questions liées à l'égalité des sexes, qui seront repoussées encore plus bas dans le programme politique, particulièrement en ce qui concerne l'affectation des fonds. Cette situation doit être contestée. L'ISF affirme qu'il est crucial que toute la famille social-démocrate fasse preuve d'une totale solidarité afin de souligner les problèmes spécifiques urgents des femmes et des filles pendant cette pandémie auprès de tous les organes gouvernementaux dans le monde. Il est impératif que la sensibilité au genre soit une considération de base dans toutes les décisions prises à propos des effets actuels et futurs de cette pandémie pour veiller à ce que notre communauté mondiale poursuive sans relâche la réalisation de sa vision d'égalité des sexes dans le monde d'ici 2030.

À cette fin, l'Internationale socialiste des femmes demande à tous les membres de l'Internationale socialiste, aux ONG ayant des valeurs similaires et à tous les gouvernements :

- D'exprimer leur solidarité avec toutes les femmes et filles dans le monde pendant cette période de crise sans précédent et durant la reprise qui suivra, et de s'engager à traiter les problèmes cruciaux auxquels les femmes et les filles sont confrontées.
- D'évaluer la totalité de l'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles - y compris par la collecte de données pertinentes ventilées par sexe - et de faire des recommandations claires, concises et efficaces pour atténuer cet impact, y compris des objectifs de financement spécifiques.
- De formuler et appliquer une stratégie de reprise post-COVID-19 qui inclut des politiques à court et long terme attentives à la dimension de genre, que les gouvernements pourront appliquer dans leur pays, en veillant à ce que les interventions soient adaptées à la vie quotidienne des femmes et des filles.

Références :

1. ONU Femmes - Violence Against Women in Politics - p.3
https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/65/egm/srvaw_vaw%20in%20politics_ep9_egmcsw65.pdf?la=en&vs=4209
2. Objectifs de développement durable de l'ONU (Présentation)
<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>
3. Union interparlementaire - Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires - p.3
<http://archive.ipu.org/pdf/publications/issuesbrief-f.pdf>
4. Union interparlementaire - Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes parlementaires - p.9
<http://archive.ipu.org/pdf/publications/issuesbrief-f.pdf>
5. ONU Femmes - Violence Against Women in Politics - p.3
https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/csw/65/egm/srvaw_vaw%20in%20politics_ep9_egmcsw65.pdf?la=en&vs=4209
6. Women for Women International - Men's Engagement Programmes
<https://www.womenforwomen.org.uk/what-we-do/issues/mens-engagement>
7. ONU Femmes - La pandémie fantôme : la violence contre les femmes pendant la COVID-19
<https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>
8. ONU Femmes - Intensification of Efforts to Eliminate all Forms of Violence against Women and Girls
<https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/a-75-274-sg-report-evawg-infographic-and-recommendations-en.pdf?la=en&vs=3123>
9. ONU Femmes - From Insight To Action – Gender Equality in the Wake of COVID-19 - p.5
<https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>
10. ONU Femmes - From Insight To Action – Gender Equality in the Wake of COVID-19 - p.1 (Introduction)
<https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>
11. OMS – Équité femmes-hommes parmi les personnels de santé (2019) - p.1
<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311385/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-fre.pdf?ua=1>